



Bureau Régional des « Hauts-de-France »
CITE ADMINISTRATIVE (16^{ème} étage)
175 RUE GUSTAVE DELORY - 59012 LILLE CEDEX
Tél. 03 20 62 46 90 (ou 91) – Fax. 03 20 88 39 41

E-mail : region-lille@alliancepn.fr

Web : <http://region-lille.alliancepn.fr/>

Lu pour vous!
AMIENS



Nouveau rebondissement pour le futur commissariat d'Amiens

La liste des prochains chantiers du ministère de l'Intérieur ne comporte qu'un projet pour la Picardie : un nouveau commissariat à Amiens d'ici 2023. Ailleurs, c'est un peu la déception.



LES FAITS

Le **ministère de l'intérieur** a publié ce mercredi sa programmation immobilière 2018 – 2020 pour les commissariats et les gendarmeries.

Ce plan prévoit la réalisation de 29 nouveaux projets pour la police nationale, 47 pour la Gendarmerie.

Le commissariat d'Amiens est le seul concerné en Picardie.

L'investissement serait de 25 millions d'euros.

24 janvier 2018 : Le ministère de l'Intérieur annonce que le projet se fera finalement sur le parking Zamenhof, en face l'hôpital Nord. Pourtant, en mars dernier, le projet avait été annoncé sur la ZAC Gare – La Vallée par Bernard Cazeneuve.

2023 : C'est la date de livraison annoncée sur ce projet.

Ce nouveau commissariat, c'est un peu l'Arlésienne des policiers amiénois. Ils en ont parlé régulièrement, l'ont désiré ardemment mais ils n'en ont jamais vu les plans. Et ce... depuis 15 ans.

La première annonce d'un nouvel hôtel de police date en effet de 2003. Depuis, le sujet revient sans cesse sur la table sans jamais se concrétiser. La dernière fois, c'était en mars dernier. Et c'était le Premier ministre en personne qui était venu annoncer la bonne nouvelle. Celle, de la création d'un nouvel hôtel de police dans le quartier Gare-La Vallée. L'information avait alors surpris tout le monde, même les aménageurs de la ZAC ! S'agissait-il d'un effet d'annonce ?

Peut-être, mais il semblait néanmoins refléter « *la volonté du préfet de la Somme (Philippe de Mester) de faire aboutir ce projet* », note François Balesdent, secrétaire départemental du syndicat (majoritaire) Alliance police.

Des représentants du personnel qui ont appris, il y a quelques semaines, que le projet de la Vallée allé être abandonné au profit d'un emplacement plus au Nord, sur un parking de 12000 m² situé en face de l'hôpital Nord.

Le nouveau site, pourtant un plus éloigné du centre-ville que Gare – La Vallée, semble largement convenir aux policiers. « *C et emplacement est très bien. Il nous permet d'accéder au centre-ville en quelques minutes et nous nous rapprochons de la Zone de sécurité prioritaire* », commente Stéphane Fievez, représentant du syndicat SGP Police.

Le futur site face à l'hôpital Nord

Ce nouveau site offrirait surtout une véritable bouffée d'air frais aux 360 policiers qui sont aujourd'hui répartis dans deux bâtiments du centre-ville (rues du Marché-Lanselles et des Otages). Des locaux à la fois étroits et vétustes. « *Les policiers se retrouvent souvent à trois ou quatre par bureau. Dans ces conditions il est difficile d'entendre les personnes* » note François Balesdent.

Impossible aussi de disposer d'un stand de tir. Aujourd'hui, les forces de l'ordre sont obligées de parcourir 40 kilomètres pour aller s'entraîner à Doullens.

Quant à l'état des locaux, il se dégrade années après années. « *Ici le plafond craque, les peintures sautent*, assure Stéphane Fievez. *La direction fait ce qu'elle peut avec les moyens du bord. Un coup de peinture par-ci, un autre par là... mais ça n'est pas suffisant.* » De l'aveu même du préfet Philippe de Mester, « *la situation n'était plus tenable* ».

Avec ce nouveau site, dont l'investissement s'élèvera à 25 millions d'euros, les choses devraient s'arranger. Les policiers auront leur stand de tir, des locaux flambant neufs et surtout : de la place. Pour se garer, ce que les policiers réclament également, mais aussi pour accueillir tous les effectifs. Et peut-être même plus... comme l'espèrent les syndicats. « *Nous demandons plus d'effectifs au regard de la ville et de ce qui s'y passe. La montée en Ligne 1 monopolise plusieurs services, il y a aussi le tribunal, le CHU, la maison d'arrêt et puis toutes les manifestations se passent ici. Les collègues fatiguent* », conclut François Balesdent.

JEANNE DEMILLY